Enquête

La Colombie hantée par son peuple d'ombres

Publié le 28/08/2020 La VIE Corine Chabaud

Depuis 2018, Claudia Johanna Polo, 40 ans, cherche son père. Elle avait 8 mois quand ce syndicaliste s'est volatilisé, en mai 1980. Claudia a découvert qu'il était un des fondateurs du M-19, un mouvement de guérilla socialiste. MARTA NASCIMENTO/REA POUR LA VIE

En 50 ans de conflit armé, près de 100.000 Colombiens ont disparu. Leurs proches osent à présent les rechercher et braver la stratégie de la terreur qui mine le pays. Enquête à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparition forcée, le 30 août.

Elle raconte la perte de ses deux fils sans larmes ni crainte, seulement avec une peine infinie. *« J'ai longtemps ressenti la peur, qui m'a amenée à vivre loin de Cali. Depuis dix ans, et plus encore après la signature de l'accord de paix en 2016, je ne crains plus le danger, je peux raconter. »* À 76 ans, Marlene Garcia se consacre à retrouver Jairo Iván, disparu le 16 mai 1997, à l'âge de 32 ans. Son fils était un procureur sans visage, un magistrat protégé par une mesure d'anonymat. Jairo Iván avait embrassé la carrière judiciaire pour élucider la mort de son frère aîné, Jaime Fernando, assassiné à 19 ans, en 1983, pendant son service militaire. Le procureur a travaillé avec zèle à une époque où sévissaient narcotrafiquants et paramilitaires, jusqu'à découvrir l'implication de politiques corrompus. Un dossier que son supérieur lui a ordonné de fermer.

Un jour, les agents des services du renseignement colombien, le Das, dissous en 2011, l'ont arrêté. Après neuf mois passés en prison, puis trois courtes semaines cloîtré chez lui, le fonctionnaire scrupuleux a disparu. Peu avant, il avait recommandé à sa mère : *« S'il m'arrive quelque chose, surtout n'enquête pas, sinon ils te tueront aussi. »* Quand il s'est volatilisé, Marlene s'est néanmoins rendue à son bureau. *« Ils l'avaient fait disparaître physiquement, mais ils l'avaient aussi effacé de leurs registres : on m'a dit qu'il ne travaillait pas là ! Il avait laissé des documents à une amie. Hélas, elle a pris peur et a tout brûlé. »*

Marlene Garcia, 76 ans, et son fils Jairo Iván, disparu en 1997. MARTA NASCIMENTO/REA POUR LA VIE

Ils l'avaient fait disparaître physiquement, mais ils l'avaient aussi effacé de leurs registres. – Marlene Garcia

Membre de plusieurs associations, dont le Movice (Mouvement des victimes de l'État), Marlene lutte activement. Depuis 2018, elle a obtenu que le nom de Jairo Iván Hurtado García soit gravé sur une plaque de fonctionnaires disparus à Cali. Trois fois par an, elle participe aux « tentes de la mémoire », événement durant lequel sont exposés publiquement les visages des disparus. Et, chaque dernier vendredi du mois, elle brandit la photo de son fils lors d'une manifestation sur la place San Francisco, devant la cathédrale et face à la Fiscalía (ministère public). *« J'aimerais retrouver les os de mon fils. Mais j'y crois peu : tant de corps ont été jetés dans les rivières. Pourtant, je ne renoncerai jamais »,* affirme la vieille dame.

Des dizaines de milliers de disparus

Dans le département de Valle del Cauca, Cali, hier chasse gardée du narcotrafic et des guérillas, attire les touristes, avec son architecture coloniale et ses clubs de salsa. La ville compte de nombreuses personnes disparues. La fondation Hasta Encontrarlos (« Jusqu'à les

retrouver »), créée en 2017 par Pablo Cala, 45 ans, inlassable défenseur des droits humains, y réunit régulièrement des « chercheuses » dans un petit hôtel d'un quartier paisible. Ces femmes meurtries par l'absence inexpliquée d'un proche aspirent à éveiller la conscience des Colombiens. Quitte à participer à des opérations spectaculaires : le 30 août 2019, Journée internationale des victimes de disparition forcée, une poignée d'entre elles a sillonné la ville en bus en portant au cou le portrait de leur proche, surmonté de ces mots : *« ¿Dónde está? »* (« Où est-il/elle ? »).

La Colombie ne sait pas encore tout de ses disparus, après 50 ans de confrontation armée entre paramilitaires, forces de l'ordre et une trentaine de guérillas, dont les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et l'ELN (Armée de libération nationale), toujours active. Ainsi, leur nombre est imprécis. Mais de source sûre, il est bien plus important que sous les dictatures argentine, chilienne et brésilienne du XXe siècle réunies. Le Centre national de mémoire historique (CNMH) a enregistré 83.000 noms de disparus. Le Sirdec, un registre informatique, 120.000 – tout comme l'ONG Movice. Claudia García, la directrice de l'Institut de médecine légale de Colombie, licenciée en février 2020, les estimait à 200 000. Corps jetés dans des cours d'eau, brûlés dans des fours, enterrés dans des fosses communes clandestines, ensevelis dans des cimetières... *« La disparition, c'est ce qu'un être humain peut vivre de pire. Notre tâche a aussi à voir avec la réparation »,* jugeait Claudia García. Christoph Harnisch, le chef de la délégation de la Croix-Rouge internationale (CICR) en Colombie, estime pour sa part que *« la recherche des disparus est devenue le défi majeur du pays, pour soulager la souffrance des familles ».*

Le combat des « chercheuses »

Le 30 août 2019, María Elena Gallego Rios, 58 ans, s'est donc promenée avec, autour du cou, le portrait de sa fille, Sandra Viviana Cuéllar, disparue il y a huit ans, à 26 ans. Celle-ci, baroudeuse qui venait de parcourir l'Amérique du Sud pendant six mois, danseuse passionnée, éternelle bonne élève dénonçant les injustices sociales, débordait de vie. Cette ingénieure environnementale défendait les coupeurs de canne à sucre, mal traités et mal payés. Elle se battait aussi pour que les quartiers pauvres disposent d'une eau courante bon marché. *« Elle disait : "Ce monde est comme il est parce que personne n'ose protester." Je tremblais tellement quand elle parlait ainsi »,* raconte sa maman, vendeuse de graines.

Le 17 février 2011, la jeune fille devait se rendre en bus à l'université de Palmira, où son professeur de thèse l'avait conviée. Elle n'est jamais arrivée. On a retrouvé son téléphone portable et son sac à main dans la rue. Depuis, María Elena, choquée que les autorités aient attendu 72h avant de prendre sa déposition, une perte de temps injustifiable mais courante en Colombie, refuse de croire à la mort de sa fille. *« Je suis incapable d'entamer un deuil sans certitudes. Peut-être qu'on la tient cachée quelque part. Je l'attends. J'ai gardé ses habits et je n'ai pas déménagé, au cas où... »,* confie-t-elle, dans la douleur. À la maison, séparée de son mari, María Elena élève son plus jeune fils, qui ne prononce plus le nom de sa sœur.

María Elena Gallego Rios, 58 ans, et sa fille Sandra Viviana Cuéllar, disparue en 2011. MARTA NASCIMENTO/REA POUR LA VIE

Je suis incapable d'entamer un deuil sans certitudes. Peut-être qu'on la tient cachée quelque part. Je l'attends.
– María Elena Gallego Rios

Les associations la soutiennent. Seuls les moments passés dans les groupes de parole, entre exutoire et thérapie, la soulagent. Car les larmes des autres ressemblent à son chagrin. Longtemps, les familles concernées se sont repliées sur leur douleur solitaire. Avec l'accord de paix signé en 2016 à La Havane entre les Farc et le Président Juan Manuel Santos, couronné du prix Nobel de la paix, ont été fondées l'Unité de recherche des personnes disparues (UBPD) et la Commission pour la vérité. À la tête de cette dernière, le père Francisco de Roux ne mâche pas ses mots. À ses yeux, le combat des « chercheuses » est essentiel, car il jette la lumière *« sur ce que d'autres ont voulu cacher ». « Ces femmes qui cherchent, un portrait à la main, se sont rebellées contre la dictature du négationnisme et l'oubli, contre le cynisme et les justifications, elles ont donné à la Colombie et au monde une leçon de dignité et d'humanité »,* ose ce jésuite à qui le pouvoir reproche parfois son franc-parler.

Demander des comptes à l'État inactif

En 2019, des associations ont lancé la campagne *Reconocemos su búsqueda* (« Reconnaissons leur quête »), avec le soutien de l'UBPD. Cette mise en avant est devenue cruciale, dans un pays dirigé depuis 2018 par Iván Duque, Président issu du parti Centre démocratique (droite dure), favorable aux paramilitaires et hostile à la clémence judiciaire envers les Farc. Mais la Colombie mue. Certaines personnalités brisent la loi du silence. Fin 2019, le footballeur Juan Fernando Quintero a suscité l'émoi quand il a publiquement

demandé des explications au sujet de son père au général Enrique Zapateiro, tout juste nommé chef de l'armée de terre. Car, 25 ans plus tôt, son papa, qui effectuait son service militaire à Carepa, dans le nord-est du pays, s'était évaporé après une altercation avec ce militaire : celui-ci lui avait ordonné de se rendre à Medellín, où il n'est jamais parvenu. *« Il n'existe aucune preuve contre le général »,* a protesté l'armée. « *J'ai le droit de savoir, parce que j'ai souffert et vu ma famille souffrir de problèmes psychologiques »,* a rétorqué le sportif. Et Iván Duque a dû lui apporter son soutien télévisé.

« En Colombie, la vie ne vaut rien. L'État le nie, *mais même aujourd'hui il ne fait rien pour retrouver les disparus, appuyer les proches. Avant, ses représentants convoqués devant l'Onu niaient le phénomène massif des disparitions forcées. Aujourd'hui, le problème est officiellement reconnu, mais le pouvoir n'est pas actif »,* explique Gloria Luz Gomez Cortes, 64 ans, à la tête de l'association des familles de détenus disparus (Asfaddes). C'est la plus ancienne association du pays vouée à cette cause. Elle a été fondée en 1983, après la volatilisation de 12 étudiants, dont Omaira Montoya. Un crime perpétré par le F2, un organisme des services de renseignement de l'État.

La maison de Gloria Gomez, à Bogotá, est envahie de portraits géants de Colombiens disparus. MARTA NASCIMENTO/REA POUR LA VIE

La disparition forcée, c'est le crime parfait : on élimine, on sème la terreur, on paralyse.
– Gloria Luz Gomez Cortes, association des familles de détenus disparus

Leonardo, le jeune frère de Gloria, a été tué en novembre 1983 pour avoir dirigé la marche de protestation des « oeillets blancs », contre cette disparition collective. En 1998, Luis Miguel, son autre frère, a disparu à la frontière du Venezuela, dans une région où la culture de la coca engendre des rivalités sanglantes. C'est dire si cette mère de quatre enfants

connaît cette problématique. Sa maison du quartier populaire de Santa Isabel, à Bogotá, est envahie de portraits géants de Colombiens disparus. Banderoles et affiches disent son combat : *« Si je suis dans ta mémoire, je fais partie de l'histoire. »* Ou encore : *« Ici, il y a un vide, emplis-le de soutien. »* Les militants d'Asfaddes ont osé crier les premiers dans la rue les noms des mystérieux absents. Et demander des comptes à l'État sur les disparitions forcées, *« outil de répression ».* Grâce à leur action devant le Congrès, elles sont devenues un crime dans le Code de procédure pénale en 2000.

En 2016, Gloria a participé aux négociations de l'accord de paix à La Havane. Elle a exigé la vérité sur ce fléau majeur. *« La disparition forcée,* avance-t-elle, *c'est le crime parfait : on élimine, on sème la terreur, on paralyse. Beaucoup de familles qui ont perdu des proches n'ont même pas porté plainte, de peur des représailles. Même aujourd'hui, toutes ne l'ont pas fait. Nous combattons l'impunité et la persécution. Le combustible de notre lutte, c'est l'amour. Et nous refusons l'oubli parce que nous aimons nos proches qui ne sont plus là. »*

Des disparitions qui continuent

Selon le CNMH, organisme public, en quatre décennies de conflit, des Colombiens, en majorité des hommes, ont disparu dans 1010 communes sur 1115 au total. Tout le pays, premier producteur mondial de cocaïne, est touché, mais certains départements le sont plus que d'autres : Antioquia (Medellín), Meta, Magdalena, Guaviare, Caquetá et Valle del Cauca. *« De 1977 à 1990, les disparitions forcées étaient surtout le fait d'organisations de l'État, comme le Das, le F2, l'armée, contre des militants, des syndicalistes ou des défenseurs des droits de l'homme. Après 1990, elles sont devenues massives, intégrées à la stratégie des paramilitaires et des guérillas, faisant aussi des victimes parmi les jeunes et les femmes. Après 2007, elles se sont encore généralisées, arme du crime organisé »,* explique Pablo Cala. Selon la directrice de la médecine légale, chargée d'identifier les corps, les dépouilles exhumées datent surtout de la période 1998-2006.

Mais le phénomène se poursuit. À l'en croire, en 2019, 3800 Colombiens se sont évaporés, dont deux tiers d'hommes. Sur la côte pacifique, Buenaventura, le port maritime le plus important de Colombie et l'une des villes les plus dangereuses au monde, compte au moins 6000 disparus pour 400.000 habitants. La ville connaît un taux de criminalité record. Jurani Asprilla, 35 ans, y recherche sa mère et son frère, dans une ville désormais aux mains des paramilitaires. Peu importe que certains, parmi les juges et les policiers, la traitent de folle quand elle demande des comptes.

Le 13 septembre 1994, sa maman, Olga Lucia Bonilla, 26 ans, à la tête d'une association communautaire de mères, a été emmenée par deux policiers, dont l'un est toujours en activité. Et le 18 août 2007, son frère Alex a disparu aussi, à 22 ans, enlevé par un gang. *« À l'époque, le groupe criminel des Águilas Negras et les Farc se disputaient le territoire où nous habitions. Mon frère, ni paramilitaire ni guérillero, voulait rester neutre. Pour ces deux camps, c'était intolérable. Ils l'ont promené dans les rues comme une proie, attaché et battu, puis l'ont fait disparaître. Depuis, le donneur d'ordres est mort. Mais il avait osé me téléphoner un jour pour me dire de ne plus chercher mon frère, qui avait été démembré et*

jeté à la mer. » Malgré un État démocratique défaillant, Jurani, mère de deux jeunes enfants, réclame justice. Elle fréquente les associations, saisit les institutions, du défenseur du peuple au procureur général, critique le travail trop lent de l'UBPD. *« C'est mon droit de savoir ce qu'il s'est passé,* lance-t-elle, les yeux humides. *Comment accepter cette horreur, ces sévices ? Comment se résigner ? Je garde l'espoir de les retrouver. Je les attendrai toujours. »*

Les « retrouvés »

Retrouver les disparus. Leur donner une sépulture digne. Refermer le chapitre de la douleur. C'est le but de Pablo Cala, affiché dans le nom de sa fondation, Hasta Encontrarlos, « Jusqu'à les retrouver ». *« C'est parce que l'on a incité les proches à participer à cette quête, sur la base de plans locaux, que nous avons obtenu des résultats concrets : en deux ans et demi, nous avons remis la main sur 19 personnes »,* se félicite le militant. De même, le CICR a mis en contact des familles avec d'anciens acteurs armés, guérilleros démobilisés par exemple, en vue d'échanges d'informations.

Mais les recherches sont complexes. Ces dernières années, ont aussi été démasqués des faux positifs : des civils victimes d'exécutions extrajudiciaires par l'armée déguisés en combattants selon une mise en scène macabre, afin de gonfler les résultats des brigades. Ainsi, en 2008, énorme scandale, ce sont les cadavres de 19 jeunes de Soacha qui ont été retrouvés. En février 2020, à Dabeiba, entre Medellín et la côte, 54 corps ont été extirpés de fosses communes, dont des enfants. *« Beaucoup de Colombiens attendent de retrouver leur disparu. La vérité nous rendra libres »,* a martelé lors de la cérémonie le maire Leyton Urrego. Appuyé par Alejandro Ramelli, magistrat de la juridiction spéciale pour la paix (Jep), pour qui *« l'identification est un acte de reconnaissance sociale ».*

Luisa Violeta Martinez Garzón, 40 ans, et sa mère Carmen Cristina Garzón Reyes, disparue en 1985. MARTA NASCIMENTO/REA POUR LA VIE

Le lendemain de l'enterrement, je me suis sentie différente. Ne pas savoir, c'était tellement difficile.
– Luisa Violeta Martinez Garzón

Luisa Violeta Martinez Garzón, 40 ans, fait partie des chanceux qui ont retrouvé leur proche. Elle avait 6 ans quand sa mère, Carmen Cristina Garzón Reyes, une militante du M-19, n'a plus donné signe de vie, à 32 ans. La fillette a passé des années à la fenêtre à l'attendre. Elle confesse avoir vécu une enfance et une adolescence très difficiles. Son père, malheureux et dépressif, s'est muré dans le silence. Quand Luisa Violeta, travailleuse sociale, a eu 20 ans, elle s'est mise en quête de sa mère, qui avait pris pour nom de guerre « Violeta », son prénom. À force d'enquête, elle a appris que sa génitrice était morte au palais de justice de Bogotá en novembre 1985, lors d'une prise d'otages par 35 guérilleros qui avait viré au bain de sang. Aidée d'une avocate, la jeune femme s'est plongée dans les dossiers pour y trouver des informations sur « Violeta ». Elle a fini par dénicher un procureur qui détenait 49 boîtes de restes humains issus du carnage du tribunal et retrouvés dans une fosse commune de Bogotá.

Luisa Violeta a donné son ADN et, en 2013, victoire ! les scientifiques ont retrouvé le tibia et le péroné de sa mère. En 2015, après avoir récupéré un bras, une clavicule, les côtes, les hanches et deux vertèbres, mais pas le crâne, les scientifiques lui ont remis ces ossements précieux. En 2017, l'enterrement a eu lieu à Ibagué (Tolima), sa terre natale. *« La messe et la cérémonie ont été des moments très durs. C'est comme si ma mère était morte ce jour-là. Quand je l'ai mise en terre, j'avais l'impression d'avoir 6 ans. Mais, dès le lendemain, je me suis sentie différente. Comme si le deuil pouvait commencer. Avant, sans corps, impossible de croire à sa mort. Ne pas savoir, c'est tellement difficile. »* Depuis, ses proches ont retrouvé mémoire et parole. Sollicitée, Luisa Violeta témoigne désormais auprès des proches de disparus. *« Je leur donne espoir »,* confesse-t-elle. À voir son sourire, on la croit.

La Colombie en chiffres
Superficie : 1.138.910 km² (deux fois celle de la France).
Population : 49 millions. 32 départements et un district pour la capitale.
Capitale : Bogotá (à 2600 m d'altitude).
Moyenne d'âge : 30 ans.
Espérance de vie : 75 ans.
Taux d'alphabétisation : 94%.
Conflit armé : 7,6 millions de déplacés. 260.000 morts (dont 82% de civils).